



THÈME 4

Pour un syndicalisme offensif, rassemblé et porteur d'espoir

R A P P O R T E U R S

Marylène Cahouet, Jean-Hervé Cohen, Odile Cordelier, Roland Hubert,
Matthieu Leiritz, Jean-Jacques Mornettas, Frédérique Rolet

1. INTRODUCTION

Depuis une trentaine d'années, l'extrême droite renforce peu à peu sa pénétration dans la vie politique française ; entre les législatives de 2012 et les régionales de 2015, le nombre de ses voix a doublé, les idées du Front national touchent désormais l'ensemble du monde du travail et toutes les générations. Si l'on ajoute les 50 % d'abstentionnistes, c'est une majorité des électeurs qui ne croit plus dans le projet républicain. Ce phénomène correspond à la mise en place dans la même période de politiques appauvrissant les services publics, produisant chômage et précarité, bloquant les possibilités d'ascension sociale. La promesse fondamentale, non tenue par F. Hollande, de renégocier le traité européen a conduit à privilégier l'approche budgétaire et la réduction de la dette, faire le choix d'une politique de l'offre inapte à créer de l'emploi tout en dégradant la situation des salariés. L'accentuation des mesures libérales notamment depuis la nomination de Valls, en créant de l'insécurité sociale chez les jeunes des classes populaires, les ouvriers et employés, les « petites » classes moyennes, ne fait que renforcer les peurs, peurs du déclassement, de l'avenir, peur de « l'autre », terrain propice à l'extrême droite. Le chômage a atteint des records inégalés depuis quinze ans à un taux de 10,8 %, la pauvreté concerne 6 millions de personnes en France, fonctionnaires comme salariés du privé sont victimes de baisse de pouvoir d'achat. La séquence des attentats et ce qu'elle révèle des fractures de notre société pouvaient faire espérer une réorientation des politiques publiques mais, au-delà du discours incantatoire sur les valeurs et l'égalité, les mesures vont toujours dans le sens de plus de libéralisme et d'austérité. Les atteintes aux libertés et à la démocratie s'installent au nom de la lutte contre le terrorisme, des syndicalistes sont poursuivis en justice, le droit du travail est remis en cause sous prétexte d'être un frein à l'embauche. La crise politique, sociale, économique et morale que connaît la France traverse à des titres divers de nombreux pays européens et les courants xénophobes se développent un peu partout. L'absence de perspectives d'une construction européenne au service des peuples, les conditions de production et de travail, la précarité grandissante, nourrissent le repli identitaire et une demande de protection exploitée par l'extrême droite.

Les exigences du capitalisme financier qui ont prévalu en Grèce contre l'expression démocratique du peuple ont illustré la toute-puissance et la suprématie des impératifs du capital, la fragilité de la démocratie. Le discrédit jeté sur les « intellectuels », la contestation ou le peu de cas fait des propositions des organisations de la société civile, syndicats, associations... participent de ce délitement de la vie démocratique.

L'urgence s'impose donc de redonner confiance dans un projet collectif, offrir des perspectives de progrès, repolitiser les débats, repenser les conditions de production. Or, le syndicalisme français n'apporte plus de perspective de transformation, se contente d'essayer de minimiser les conséquences négatives des évolutions du capitalisme mondialisé pour les uns, d'en dénoncer les méfaits pour les autres, sans construire les luttes ni penser de nouveaux droits. Les salariés les plus exposés à la précarité (femmes, personnels des TPE, intérimaires, etc.) ne se sentent pas représentés, les décideurs instrumentalisent les tensions entre générations, entre catégories de travailleurs, entre actifs et retraités.

L'enjeu pour le SNES et la FSU, à la place qui est la leur, serait de contribuer avec toutes les forces progressistes à la confrontation des idées, tout ce qui crée du lien, des idées et des propositions prenant en compte les évolutions sociales et économiques et politiques pour penser un modèle social renouvelé. Cela suppose de rassembler les salariés, quelle que soit leur situation de travail, en cherchant à donner au syndicalisme un nouveau souffle au sein d'une organisation renouvelée.

2. LA FSU

2.1. Considérant que la FSU a inscrit dans ses statuts la volonté de sortir de l'autonomie, le SNES a porté dans la FSU son mandat de construction avec les organisations syndicales qui partagent nos valeurs, et en particulier la CGT, d'un nouvel outil syndical au service des salarié-e-s. À l'évidence, les possibilités de faire vivre concrètement ce mandat sont difficiles pour de multiples raisons : réticences dans la FSU, tensions sur l'orientation et son fonctionnement dans la CGT, volonté d'affirmation identitaire de Solidaires, incapacité à entraîner les personnels dans cette démarche qui a pu apparaître d'appareil... Ces raisons

doivent être analysées lucidement, en tenant compte des expériences d'initiatives communes restées sans lendemain et des listes d'union lors des élections professionnelles qui existent dans certaines académies ou secteurs.

2.2. Dans la situation politique et sociale actuelle, l'analyse du SNES-FSU sur la nécessité du rassemblement du mouvement syndical reste totalement pertinente et le mandat du congrès de Perpignan en 2009, confirmé par tous les congrès suivants, est toujours valide. Il convient cependant de redéfinir la stratégie et les étapes. Les turbulences que traverse la CGT montre que cette dernière est travaillée par des interrogations qui traversent aussi la FSU et le SNES sur un syndicalisme capable, aujourd'hui, de conjuguer, dans la recherche de l'unité d'action, luttes et construction du rapport de forces avec discussions avec le pouvoir en place. Cette situation n'est-elle pas une opportunité pour une réflexion commune, dans le respect de nos histoires et de nos spécificités, qui pourrait être de nature à relancer une dynamique de rassemblement tant au plan local que national ? Une opportunité aussi pour sensibiliser les personnels ? Si oui, comment proposer et organiser concrètement cette réflexion ? Doit-elle être lancée par un appel public du SNES-FSU ?

2.3. Une telle démarche doit être menée en lien avec le mandat du renforcement nécessaire de la FSU dans la Fonction publique. Le SNES doit y prendre toute sa place, en particulier en continuant à s'investir fortement dans la vie de la fédération à tous les niveaux. À ce titre il doit participer activement à la réflexion qui sera menée dans la FSU à l'issue de son congrès national du Mans, sur son organisation notamment au niveau régional après la loi découpant l'espace métropolitain en 13 régions dont 9 sont multi-académiques. De nombreuses questions se posent : quelle composition des CFR ? Quelle articulation avec la coordination de SD des anciennes Régions ? Quelles conséquences aura la fusion de certaines instances (CESER, SRIAS, CREFFOP...) ?

2.4. Les SFR

Créées en 2007, les SFR, structures internes à la FSU, constituées à partir des syndicats nationaux et des courants de pensée, permettent la construction d'un syndicalisme retraités lié à celui des actifs avec une expression propre, dans le cadre de l'intersyndicale des « 9 ». Les SFR, qui enrichissent le syndicalisme des retraités dans le SNES-FSU, se nourrissent de l'ancrage syndical. Au sein de la SFR, les militants du SNES agissent au niveau national et départemental en lien avec les instances de la FSU. Le travail commun actifs/retraités montre son efficacité à porter des revendications intergénérationnelles, il est à développer. Le congrès de Poitiers avait acté des avancées qui n'ont pas toujours été effectives. Il y a nécessité à appliquer les mandats et à travailler davantage sur la place des retraités dans la FSU et dans la société.

2.5. L'avenir de la FGR

La FGR-FP, créée en 1936, rassemble les retraités de la Fonction publique et est constituée de syndicats de la FSU, de l'UNSA, de Solidaires et de FO, et d'adhé-

rents directs. Les militants du SNES-FSU participent à son animation à tous les niveaux, et sont engagés dans ses débats internes et dans ses actions. Le départ de syndicats de l'UNSA menace gravement son avenir. Le SNES-FSU réaffirme l'importance d'un outil unitaire, pluraliste et actif au sein du Pôle des retraités pour défendre les retraités de la Fonction publique. Il explorera toutes les pistes pour créer une dynamique portuse de ces exigences. Pour ce faire, le SNES-FSU mènera la réflexion auprès des adhérents ainsi qu'une consultation de ses retraités.

3. LE SNES-FSU

3.1. Le SNES-FSU dans le débat public et le militantisme

3.1.1. La profonde crise politique que traverse notre société à un an des prochaines élections présidentielles, la détérioration sociale des conditions de vie et d'emploi des salariés et des fonctionnaires, et l'absence de débat public sur des alternatives sociales imposent au SNES-FSU d'assumer toute sa responsabilité de première organisation syndicale du second degré.

3.1.2. Le SNES-FSU demeure en effet la référence dans son champ de syndicalisation, identifié comme le syndicat de défense et de promotion des intérêts de la profession, proche des personnels, et au-delà force de progrès pour l'ensemble de la société.

3.1.3. Il doit poursuivre sa réflexion sur sa place et son rôle dans la communauté éducative et plus largement dans la société : trouver les moyens de mieux construire avec les collègues, sur leur lieu de travail, son projet éducatif et de transformation sociale, repérer les formes et modalités de ses interventions dans le débat public. L'objectif reste de retrouver une plus grande capacité à imposer un rapport de forces face aux politiques menées depuis des décennies.

3.1.4. Organisation syndicale majoritaire qui porte les aspirations et exigences des personnels, le SNES-FSU se doit, dans une indépendance intransigeante, de peser dans le débat public et dans la réflexion des organisations politiques. Pour ce travail de conviction les cinq axes définis par le congrès de Marseille (thème 4, 6.3.1 à 6.3.5) gardent toute leur pertinence :

- relations avec les personnels, et en particulier les syndiqués et les militants ;
- adresses aux usagers du second degré (parents, lycéens) ;
- travail avec les associations ou collectifs du champ de l'éducation (parents, lycéens, mouvements pédagogiques...) ;
- réflexion sur les alternatives possibles avec les intellectuels et les chercheurs ;
- rapport avec les médias, avec l'objectif de donner aux échelons national et local une plus grande visibilité publique du SNES-FSU.

3.1.5. Pour réussir, cette politique doit pouvoir s'appuyer sur un réseau militant dense, une politique de communication cohérente et une formation syndicale répondant aux besoins des militants et des syndiqués.

3.1.6. Cependant, le SNES-FSU subit, comme d'autres, une crise du militantisme qui se traduit par une érosion de son réseau de correspondants dans les établissements, une baisse de sa syndicalisation et une perte d'influence aux élections professionnelles, ces éléments étant évidemment liés l'un à l'autre. Les observatoires de la vie syndicale doivent, au niveau national et académique, approfondir la réflexion sur les moyens de renforcer ce réseau et sur les conditions nécessaires à un élargissement de la base militante du SNES-FSU avec le souci du renouvellement et de la parité femme/homme.

3.2. La communication

3.2.1. Le SNES-FSU continuera à intensifier sa présence sur les réseaux sociaux qui font le pont entre toutes les formes de communication et l'activité militante. Le renfort d'un professionnel est déterminant dans cette démarche : veille, élaboration de visuels variés, etc. L'objectif d'une publication quotidienne sur la page Facebook du SNES-FSU national est maintenu, la création de pages thématiques ou régionales est encouragée.

Le compte Twitter doit augmenter son audience et contribuer à tisser des relations de proximité avec les militants, les adhérents, les journalistes.

3.2.2. Le SNES-FSU doit être davantage actif face aux sujets qu'il souhaite mettre en valeur et moins dans la réaction face aux questions des journalistes.

Le SNES-FSU devrait augmenter sa visibilité sur internet par la création de blogues de militants, qui pourrait développer des points de vue « sympathisants ». Les journalistes cherchent, pour leurs sites ou média traitant de l'éducation, davantage des points de vue personnels d'enseignants qu'une parole officielle.

3.2.3. La lettre électronique a été mise en place à la rentrée 2015, en cohérence avec la publication de *L'US*. Elle s'inscrit dans la volonté du SNES-FSU de permettre une alternance papier/numérique afin de réagir « à chaud » à l'actualité tout en réduisant le coût de sa production papier.

La coordination S2/S3/S4 doit être améliorée pour éviter des doublons d'envoi de mails et la saturation des syndiqués. La question se pose de substituer à certains envois de mails une publication électronique plus fréquente et programmée.

3.2.4. Une application donnant accès aux actualités et aux informations personnelles de carrière et de mutation est en cours de développement et sera disponible sur toutes les plateformes. Elle proposera des notifications « push », sélectionnées avec soin, qui ponctueront les moments forts de la vie syndicale.

3.2.5. Après la refonte de son site à l'occasion du congrès de Marseille, le SNES-FSU doit continuer à améliorer l'interface utilisateur de son site, qui reste une source d'information cruciale pour tous ses militants, notamment en rendant l'outil « Recherche » plus efficace. Pour harmoniser notre communication électronique et renforcer notre charte graphique, le S4 mettra à disposition des S3 un squelette de site.

3.3. Syndicalisme de retraités

Les retraités, syndiqués à part entière, sont engagés dans le SNES-FSU dans le prolongement de leur identité professionnelle et dans une logique de convergence des intérêts, des valeurs, entre actifs et retraités. Le syndicalisme retraités pose la question de la place des retraités dans la société et des enjeux de la retraite dans un projet de transformation sociale

Le SNES-FSU porte des dossiers qui relèvent à la fois de la défense de la catégorie (revendications autour des pensions et place des retraités dans la société) et d'enjeux plus larges comme la protection sociale, les retraites, la fiscalité, la fonction publique, le service public... L'exigence de maintenir les solidarités inter-générationnelles est une des raisons de notre opposition à la CASA, aux complémentaires adossées à l'âge... Il s'agit de travailler avec les actifs, en direction des collègues en fin de carrière, pour mieux préparer en amont le départ à la retraite. L'activité en direction des néo retraités doit être développée pour mieux prendre en compte le passage à la retraite et la poursuite de la syndicalisation. Les années de retraite se construisent par étapes et le SNES-FSU doit être présent à chacune d'elles, grâce aux S1. *L'US Retraités* avec un numéro envoyé à tous les adhérents, « le mémo », les stages, les permanences, sont des outils précieux à développer. Reste à réfléchir aussi aux moyens de mieux prendre en compte les demandes individuelles.

L'engagement des retraités dans les structures syndicales et fédérales du SNES-FSU, de la SFR-FSU, les rencontres avec les autres organisations de retraités à tous les niveaux, l'implication dans les instances qui les concernent imposent un travail d'équipe, des adhérents en plus grand nombre avec le souci permanent de renouveler les cadres militants. Ces objectifs passent notamment par un travail de S1 renforcé, une coordination académique efficace, la nécessité de stages de formation (au plan local et national).

3.4. La formation syndicale

3.4.1. Élaborée dans ses lignes de force au niveau national, discutée dans nos instances nationales et académiques, la politique de formation se décline dans les S3 selon des modalités adaptées, au plus près des besoins des équipes d'établissements. Le réseau des correspondants académiques (recensement des besoins locaux de formation, diffusion et mutualisation de schémas de stages, critique collective des formations proposées, repérage de ressources militantes, échange d'idées), peine à exister. Surcharge des militants ou animation insuffisante par le secteur national, cette situation doit s'améliorer.

3.4.2. Outil de renforcement d'un SNES-FSU renouvelé et adapté aux luttes à venir, la formation doit bénéficier de moyens militants suffisants.

3.4.3. Face au recul de syndicalisation, et au besoin de renouvellement militant, la formation syndicale, partie prenante de l'Observatoire de la vie syndicale, participe de la reconquête, notamment par la formation de militants chargés du suivi des S1.

Ne faudrait-il pas, dans cette logique, fusionner les fonctions de correspondant de la vie syndicale d'une part et de la formation syndicale d'autre part ?



3.4.4. Un stage d'accueil sera proposé à chaque nouveau syndiqué (connaissance du système éducatif, des carrières, fonctionnement du SNES et de la FSU, paysage syndical, avec la dimension historique).

3.4.5. Dans un contexte de diminution de la formation continue, le SNES-FSU ne devrait-il pas généraliser des formations permettant de réfléchir, hors de toute contrainte hiérarchique, à leurs pratiques professionnelles et aux conditions d'exercice du métier ?

3.4.6. Dans la perspective du nouvel outil syndical, la formation syndicale favorise le rapprochement entre organisations – FSU, CGT, Solidaires notamment. Le SNES-FSU développera les formations communes, à tous les niveaux de l'organisation, avec participation d'intervenants extérieurs, offre de stages aux publics mélangés, échange de pratiques et de formateurs.

3.5. Syndicalisation

Depuis 2014, le nombre de syndiqués s'est stabilisé à 60 000 avec moins de retraités et plus d'actifs.

Pour les retraités, c'est la conséquence de l'allongement de la durée d'activité et du creux démographique des classes 51-60 ans. Mais la rupture du lien avec le syndicat à la veille ou lors du départ en retraite reste massive hors militants et responsables syndicaux. L'augmentation du nombre de syndiqués actifs est la conséquence de l'augmentation des recrutements et, en 2013-2014, des dispositions prises pour mensualiser la cotisation et permettre le paiement en ligne dont le succès est avéré. L'effet de ces dispositifs, flagrant en 2013-2014, l'a moins été en 2014-2015 où le taux de réadhésion a de nouveau faibli. Il faut davantage promouvoir la mensualisation et ces moyens de paiement dès la rentrée. La simplification des barèmes de cotisations n'est pas suffisante. Le montant d'un prélèvement doit être égal au quotient entre le montant de la cotisation et le nombre de prélèvements. Les frais bancaires doivent être pris en charge par les frais de fonctionnement comme c'est le cas avec la carte bancaire. Les barèmes voisins doivent être unifiés et ceux des non-titulaires simplifiés en respectant au mieux le principe statutaire de la proportionnalité de la cotisation et du salaire. Les cotisations réduites des AED n'ont eu aucun effet sur leur syndicalisation. S'il y a obstacle à l'adhésion, ce n'est pas son montant qui est en cause. Cette catégorie est peu prise en charge au niveau de l'établissement et le SNES-FSU n'apparaît pas comme leur syndicat. Les propositions faites aux derniers congrès n'ont pas été ou pas pu être mises en œuvre (HIS spécifiques...). Dans l'ensemble du syndicat, la baisse du nombre des syndiqués ne s'est pas accompagnée d'une meilleure fidélisation. Il n'y a pas de repli du syndicat sur une base militante plus fidèle car, même s'il nous semble insuffisant, il y a un fort renouvellement des jeunes générations qui l'emporte chez les certifiés et CPE. Les CO-Psy ont la particularité, eux, de s'être consolidés sur une base militante plus fidèle au syndicat mais dans une profession vieillissante du fait de son non-renouvellement. L'enjeu des années à venir est dans l'investissement des jeunes générations dans le syndicat, dans leur « prise de responsabilité », et ce qui se joue actuellement dans les collègues pèsera.

3.6. Le réseau militant

3.6.1. Premier bilan des observatoires de la vie syndicale

Les Observatoires de la vie syndicale prévus par le congrès de Marseille se sont installés de façons diverses dans les académies. Ils ont permis de dresser un premier bilan de la réalité des réseaux militants du SNES-FSU et des difficultés à les faire vivre. Le SNES-FSU doit collectivement approfondir la réflexion qu'ils ont permis d'initier. Un point de l'activité des observatoires doit systématiquement être à l'ordre du jour des CAN et CN qui doivent les mandater régulièrement sur les sujets concernant la vie syndicale, l'organisation des instances, les conditions du développement du militantisme à tous les échelons de l'organisation... Il doit poursuivre son action pour la mutualisation des outils nécessaires à la réflexion, la formation syndicale et l'action....

3.6.2. La place et le rôle de S2

3.6.2.1. Le S2 tête de réseau

Les S2 ont un rôle irremplaçable de têtes de pont d'un réseau de représentants de bassin et/ou d'établissements. Sans abandonner l'objectif d'avoir un S1 par établissement, la lucidité et le souci d'efficacité imposent de se concentrer sur la présence d'un militant SNES-FSU, que les collègues identifient, animateur d'un réseau dont la configuration (bassin ou département) peut dépendre des réalités géographiques, historiques et sociales.

3.6.2.2. Cela impose que les articulations S2/S3/S4 soient conçues de façon à ce que les S2 disposent de la formation, des informations et du matériel nécessaires pour remplir leur mission.

Ils doivent pouvoir définir une offre de formation syndicale dans leur département à partir des besoins qu'ils identifient et en cohérence avec la politique de formation syndicale du S3.

Ils doivent être davantage associés aux échanges à l'intérieur de l'organisation, notamment dans l'élaboration des mandats. Leur capacité à porter la parole du SNES-FSU dans les établissements impose en effet qu'ils aient été davantage impliqués dans toutes les discussions de l'organisation. Ainsi le CN pourra être pensé davantage en lien avec les besoins des S2 (moins d'implicites renvoyant aux débats déjà faits en BN et CAN, des temps davantage déconnectés de l'actualité immédiate, une feuille de route plus claire sur le plan et les modalités d'action à l'issue du CN).

3.6.2.3. le lien avec les SD de la FSU

Les S2 sont l'échelon de base de l'investissement fédéral du SNES dans la FSU. Il est impératif de leur donner les moyens et les outils pour tenir leur place dans ce travail dans la SD et dans le CFR, et de l'articuler, en lien avec le S3, avec l'activité militante du SNES-FSU.

3.6.3. Le travail à venir des observatoires

Les observatoires doivent :

- poursuivre leur réflexion sur le développement du réseau militant ;
- poursuivre la réflexion sur les conditions d'existence d'une vie syndicale sur le lieu de travail et l'exercice de la responsabilité de secrétaire de S1, dans un contexte

peu propice au militantisme : augmentation de la charge de travail professionnel dans des conditions matérielles fortement dégradées ; accroissement des pouvoirs des chefs d'établissement dans le cadre d'une autonomie construite sur l'imposition de « bonnes pratiques » et de mise en concurrence des établissements, des personnels et des disciplines scolaires ;

- initier la réflexion sur trois points cruciaux : la syndicalisation et la fidélisation des syndiqués, le rapport des syndiqués à l'organisation syndicale ; le passage au militantisme dans le SNES-FSU, en particulier des femmes et des jeunes collègues ; les conditions pour que cet engagement militant soit plus pérenne et compatible avec les conditions de vie et les aspirations professionnelles, familiales et sociales de celles et ceux qui le prennent ;

- le fonctionnement des instances (CA, CN, congrès) ;
- l'utilisation des moyens syndicaux ;

Ce travail doit se nourrir des travaux de recherche, en particulier pour l'analyse des attentes professionnelles des collègues, sur la conception de leur métier et du système éducatif, et vis-à-vis du mouvement syndical. Il devra déboucher sur des propositions concrètes qui seront débattues dans les instances du SNES-FSU et lors du prochain congrès.

3.7. Le fonctionnement des instances représentatives des personnels

L'engagement dans les instances représentatives des personnels est une part importante de l'activité syndicale. Mais leur bon fonctionnement est trop souvent empêché par l'administration. En Conseil d'Administration ou en Comité Technique il est en effet de plus en plus de difficile d'obtenir les informations indispensables au dialogue social.

En CHSCT, l'administration entrave fréquemment l'activité et les débats, notamment lorsqu'il s'agit d'aborder les problématiques liées aux conditions et à l'organisation du travail. Cette instance doit être reliée aux Comités Techniques, au-delà des obligations réglementaires : certains débats, thèmes et positionnements syndicaux développés en CT peuvent être repris en CHSCT sous l'angle des conditions de travail.

L'implantation du SNES-FSU dans les établissements est un atout qu'il faut développer ou renforcer. Le travail syndical dans ces instances ne pouvant être porté par les seuls délégués-ées ou élus-ues SNES-FSU, il faut être attentif à son intégration (préparation en amont, exploitation syndicale en aval) à l'ensemble de l'activité syndicale, tout en y associant, en les formant, les nouvelles et nouveaux militants.

3.8. Le SNES-FSU et l'évolution de l'organisation de l'État et après la loi NOTRe

La création des 13 nouvelles Régions métropolitaines ne s'est pas accompagnée de fusions d'académies et n'a donc pas de conséquences sur la structuration du SNES et le périmètre géographique des actuels S3. Cependant le poids politique plus important des Régions (prévu aussi par la loi d'orientation pour l'École) dans le domaine scolaire, la désignation d'un recteur de région dans les 9 Régions pluri-académiques imposent une coordination des S3 d'une même Région. Il s'agira en particulier de traiter toutes les

questions qui relèvent du champ de compétences de la Région (carte des formations professionnelles, apprentissage, budget des lycées, transport et manuels scolaires, gestion du Fonds social européen pour ce qui concerne le financement des projets liés à l'apprentissage et à la formation professionnelle, SPRO...), de coordonner les positionnements des délégations FSU dans les différents CTA qui sont maintenus, dans les CREN qui devraient remplacer les CAEN, et d'assurer la participation du SNES dans les CFR de la FSU.

Le fonctionnement des CDEN et CAEN - où la présence des élus politiques est de surcroît fort épisodique - n'est pas satisfaisant. La réunion des élus, des représentants de l'administration, de ceux des personnels et des usagers est pourtant indispensable et nous permet de porter nos revendications au-delà des personnels. Créer des groupes de travail serait-il de nature à revitaliser ces instances ?

Même si les nouvelles Régions sont très étendues, ne faut-il pas que les CAEN deviennent régionaux là où les Régions regroupent deux ou trois académies ? De nouveaux droits syndicaux doivent être ouverts pour les représentants des personnels dans les instances régionales (CAEN, CESER, CREFOP).

3.9. Moyens syndicaux

3.9.1 Les décharges d'activité de service

Le regroupement de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un même ministère a permis à l'État de substantielles économies sur les décharges, pourtant adossées aux CT. Le SNES-FSU, avec la FSU, exige un décompte séparé et indépendant pour les enseignements scolaires et l'enseignement supérieur.

À l'intérieur du SNES-FSU, la répartition des décharges tient d'avantage de la force de l'habitude que de critères objectifs et mesurables ; si la proportion du S4, qui a fortement diminué entre 2000 et 2008 du fait de l'attribution exclusive des augmentations de volume aux sections académiques est arrivée à un niveau en deçà duquel son fonctionnement serait mis en péril, ne serait-il pas nécessaire de définir un mode de calcul de la ventilation entre les S3 avec des critères de répartition connus de tous ?

Ces critères, combinés à une part fixe, ne pourraient-ils pas comporter le nombre de départements d'une académie, le nombre de syndiqués, le nombre d'agents et le nombre d'établissements ?

L'Observatoire de la vie syndicale ne devrait-il pas y travailler ?

3.9.2. Faciliter l'investissement militant

Le SNES-FSU reste attaché à une activité militante articulée à un exercice réel du métier. C'est pourquoi ses militant-e-s ne sont pas des « permanent-e-s ». Le rajeunissement du corps enseignant interroge les modes d'investissement militant des nouvelles générations. Le SNES-FSU doit-il mieux prendre en compte cette réalité et mettre en oeuvre des dispositifs, par exemple sur la prise en charge des frais de garde des jeunes enfants, mais aussi dans le choix des créneaux de ses réunions, dans leur déroulement et leur durée, permettant à toutes et à tous de trouver une place militante moins pénalisante ?



THÈME 4

4 LE SYNDICALISME INTERNATIONAL

4.1. Au moment où la mondialisation explose, où l'Europe continue à être fortement impactée par la pression des milieux financiers, les instances européennes tout comme le FMI ont montré une extrême intransigeance. La crise grecque a connu un paroxysme en 2015 avec le rejet de toute forme d'austérité par le peuple grec. Dans ce contexte, le mouvement syndical avec la CES en particulier n'a pas été en mesure de construire un front contre l'austérité en solidarité avec la Grèce. Le réseau Alter Summit est le seul cadre large de rassemblement des forces qui portent des propositions alternatives aux politiques d'austérité.

4.2. Place du syndicalisme international dans notre organisation

Le SNES-FSU poursuit son activité internationale dans plusieurs domaines : Alter Sommet, Altermondialisme, Internationale de l'Éducation et Comité syndical européen de l'éducation, Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, solidarité internationale et coopération. Il essaie de construire des alliances avec les organisations syndicales et les mouvements citoyens afin de créer le rapport de force à l'international, en relation avec sa stratégie syndicale nationale.

4.3. Comment mieux intégrer les dimensions européennes et internationales dans nos analyses et dans notre activité ?

Afin de faciliter l'appropriation des questions internationales, il faut faire participer davantage les militant-e-s des secteurs du S4 en lien étroit avec le secteur international ainsi que des responsables des sections académiques. Cela pourrait se traduire par la participation à des réunions, initiatives ou missions de solidarité internationale. Le SNES-FSU rendra plus lisible ses actions et activités dans diverses publications, notamment numériques. Par ailleurs, il s'attardera à traiter d'une problématique internationale ou européenne au moment des réunions des instances (CA ou CN).

4.4. Quel rôle du SNES-FSU dans le syndicalisme international ?

Faire évoluer les structures syndicales comme l'Internationale de l'Éducation et le Comité Syndical Européen de l'Éducation vers un syndicalisme plus combatif et mieux ancré sur les préoccupations professionnelles reste un objectif à atteindre. Le SNES-FSU contribuera à ce que le CSEE mène des campagnes d'opinion encore plus actives en direction des institutions européennes (Commission, Parlement en particulier la Commission Éducation) en s'appuyant davantage sur l'expression et les analyses de ses organisations affiliées. C'est la même démarche qui inspirera le travail syndical à mener au sein de l'Internationale de l'Éducation.

4.5. Quel rôle pour le syndicalisme international ?

Un syndicalisme plus combatif qui travaille à la réalisation de convergences en matière de propositions alternatives est plus que jamais nécessaire pour contrer

les politiques néolibérales et anti-sociales. Le rôle de la CES pour construire des actions et des solidarités à l'échelle européenne doit être renforcé. Le SNES-FSU cherchera aussi à développer des relations bilatérales avec diverses organisations syndicales.

4.6. Altermondialisme

Il y a nécessité de mobiliser davantage notre syndicat à tous les échelons pour participer aux actions de niveau européen lancées par le réseau Alter Sommet. Un des moyens pour y parvenir consisterait à impliquer les sections académiques dans les mobilisations organisées en règle générale à Bruxelles. Cela pourrait se traduire concrètement par un travail de réflexion mené au plan local qui déboucherait sur la mise en place de délégation de militant(e)s de S3 avec des responsables du S4.

4.7. L'activité internationale de la FSU

Afin de la renforcer, le SNES-FSU estime qu'une affiliation à l'Internationale des services publics et à la Fédération européenne des services publics pourrait être envisagée.

5. SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ET COMBAT POUR LA PAIX

Pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, imposer le droit

La situation en Palestine ne cesse de se détériorer. Bande de Gaza toujours assiégée, occupation et émiettement du territoire dans un climat de violence et de haine en Cisjordanie, désastre humanitaire. Le SNES-FSU dénonce les emprisonnements de masse y compris des enfants parfois pendant des années sans jugement. Pourtant des avancées diplomatiques ont eu lieu: admission à l'ONU de l'État de Palestine, reconnu par 136 États sur 193, participation à la COP 21, mesures économiques prises par l'UE (« lignes directrices », « étiquetage des produits des colonies », désengagement de quelques entreprises internationales travaillant dans les colonies).

Le SNES-FSU, engagé avec le Collectif National Palestine, continue de demander :

- dans le cadre de la campagne d'action citoyenne BDS, le désinvestissement des entreprises françaises des colonies, la suspension de l'accord d'association UE/Israël voté par le Parlement européen en 2002, l'interdiction complète de la vente de produits des colonies dans l'UE et l'abrogation de la circulaire Alliot-Marie, confirmée par Mercier, qui considère les citoyen-nés engagés en France dans ces actions comme des délinquant-es, et les poursuit ;
- la reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans ses frontières reconnues par l'ONU. Le gouvernement doit appliquer des sanctions contre Israël jusqu'à ce que celui-ci applique les résolutions de l'ONU. Le SNES-FSU sera attentif à la campagne de formation des enseignants mise en place après les attentats de janvier 2015, formation qui ne peut être confiée à une seule organisation, la LICRA. En lien étroit avec le syndicat des enseignants palestiniens (GUPT), il continuera à soutenir notamment, à travers un programme de coopération bilatérale, le droit à scolarisation des enfants.



DÉFINITION DES SIGLES ET ACRONYMES UTILISÉS DANS CE DOCUMENT

THÈME 1

AP : Accompagnement Personnalisé
ATS : Adaptation technicien supérieur
BTS : Brevet de technicien supérieur
CFA : Centre de formation d'apprentis
CNESCO : Conseil national d'évaluation du système scolaire
CPE : Conseiller principal d'éducation
CPGE : Classe préparatoire aux grandes écoles
CVL : Conseil des délégués pour la vie lycéenne
DCIO : Directeur de centre d'information et d'orientation
DHG : Dotation horaire globale
ÉCLAIR : École, collège, lycée innovation, ambition réussite
EFTLV : Éducation et formation tout au long de la vie
EMC : Enseignement moral et civique
EMI : Éducation aux médias et à l'information

EP : Éducation prioritaire
EPI : Enseignements pratiques interdisciplinaires
EREA : Établissements régionaux d'enseignement adapté
GRETA : Groupement d'établissements publics d'enseignement
ICN : Informatique et création numérique
IDD : Itinéraires de découverte
ISN : Informatique et sciences du numérique
PPRE : Programme personnalisé de réussite éducative
MLDS : Mission de lutte contre le décrochage scolaire
REP : Réseau d'éducation prioritaire
SEGPA : Section d'enseignement général et professionnel adapté
STS : Section de technicien supérieur
TMD : Technique de la musique et de la danse

THÈME 2

APL : Aide personnalisée au logement
AESH : Accompagnant des élèves en situation de handicap
CA : Conseil d'administration
CAP : Commission administrative paritaire
CAPA : Commission administrative paritaire académique
CAPN : Commission administrative paritaire nationale
CCP : Commission consultative paritaire
CHSCT : Comité hygiène, sécurité et conditions de travail
CNAM : Conservatoire national des arts et métiers
CNESR : Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche
CPA : Compte personnel d'activité
CT : Comité technique
DAVA : Dispositif académique de validation des acquis
DGI : Direction générale des impôts
DIF : Droit individuel à la formation
EAP : Emploi d'avenir professeur
EAP 1 : Emploi d'avenir professeur
EAP 2 : Étudiant apprenti professeur

ERAFP : Établissement de retraite additionnelle de la Fonction publique
EPLE : Établissement public local d'enseignement
ESPE : École supérieure du professorat et de l'éducation
HEA/B : Hors échelle lettre A/B
IMP : Indemnité pour missions particulières
IPR : Inspecteur pédagogique régional
MEEF : Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation
MLDS : Mission de lutte contre le décrochage scolaire
NBI : Nouvelle bonification indiciaire
ORS : Obligations réglementaires de service
PFA : Professeur formateur académique
RAEP : Reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle
REP : Réseau d'éducation prioritaire
SST : Santé et sécurité au travail
TZR : Titulaire sur zone de remplacement
VAE : Validation des acquis de l'expérience

THÈME 3

APA : Allocation personnalisée d'autonomie
CA : Conseil d'administration
CEDH : Cour européenne des droits de l'homme
CETA : (Comprehensive economic and trade agreement), acronyme anglais de l'accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union Européenne
CIO : Centre d'information et d'orientation
COP 21 : 21^e conférence internationale sur le climat (Conference of the parties)
CSG : Contribution sociale généralisée
CT : Collectivité territoriale
CTA : Comité technique académique
EPLE : Établissement public local d'enseignement

GPA : Gestation pour autrui
HCFI : Haut conseil du financement de la protection sociale
IVG : Interruption volontaire de grossesse
LGBTI : Lesbiennes, gays, bisexuel·les, trans' et inter-sexes
MAPTAM : Loi portant sur la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles
NOTRe : Loi portant sur la nouvelle organisation des territoires de la République
PMA : Procréation médicalement assistée
SPRO : Service public régional de l'orientation
TAFTA : nom anglais du traité de libre-échange transatlantique
UE : Union Européenne

THÈME 4

AEd : Assistant d'éducation
ARS : Agence régionale de santé
BDS : Boycott désinvestissement sanction
CAEN : Conseil académique de l'Éducation nationale
CAP : Commission administrative paritaire
CDEN : Conseil départemental de l'Éducation nationale
CASA : Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie
CEDH : Cour européenne des droits de l'homme
CESER : Conseil éco et social et environnemental régional
CES : Confédération européenne des syndicats
CFR : Confédération française des retraités
CHSCT : Comité hygiène, sécurité et conditions de travail
CODERPA : Comité départemental des retraités et personnes âgées
CREFOP : Comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle

CREN : Conseil régional de l'Éducation nationale
CT : Collectivité territoriale
FGR-FP : Fédération générale des retraités de la Fonction publique
GUPT : General union of palestinian teachers
HIS : Heure d'information syndicale
LICRA : Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme
SD : Section départementale FSU
SFR : Société fédérale des retraités
SPRO : Service public régional de l'orientation
SRIAS : Section régionale interministérielle d'action sociale
S1 : Section syndicale d'établissement
S2 : Section départementale
S3 : Section académique
S4 : Siège national
UCR : Union confédérale des retraités